

En jaune : les notions du programme de première

En bleu : les notions du programme de terminale

Action publique : action menée par les autorités étatiques.

Agenda politique : ensemble des problèmes qui sont perçus comme appelant un débat public, voire l'intervention des autorités publiques.

Allocation : manière dont une économie utilise ses ressources, en hommes, connaissances, capital, équipements... pour produire des biens et des services. L'État peut intervenir pour modifier cette allocation des ressources, soit en produisant directement, soit en modifiant la production des agents privés.

Allocation des ressources : manière dont les biens et services sont distribués entre les différents acteurs d'une société.

Anomie : chez Durkheim, absence ou affaiblissement des normes collectives, qui désoriente l'individu.

Assistance : ressources accordées aux plus démunis même s'ils n'ont pas ou ont insuffisamment cotisés.

Assurance : système de protection obligatoire contre une perte de revenu liée à la réalisation d'un risque social (les prestations sociales sont réservées à ceux qui paient des cotisations sociales).

Asymétrie d'information : quand, sur un marché, l'un des deux acteurs dispose d'une meilleure information. Cette asymétrie, fréquente, risque de compromettre le fonctionnement efficace du marché.

Autofinancement : financement d'un agent économique par sa propre épargne.

Avantage comparatif : pour un pays, fait d'avoir une productivité relative dans la production d'un bien (par rapport aux autres biens) supérieure à celle des autres pays.

Banque centrale : institution financière qui met en place la politique monétaire et qui alimente le marché en liquidités.

Biens collectifs : biens ou services qui peuvent être consommés simultanément par plusieurs personnes (non-rivalité) et pour lesquels il est impossible d'exclure celles qui refusent de payer (non-excluabilité).

Biens communs : biens qui n'appartiennent à personne et qu'il est donc possible d'utiliser sans payer.

Bilan : document qui décrit séparément les éléments actifs et passifs de l'entreprise. Il fournit une image instantanée de la situation financière de l'entreprise.

Capital culturel : ensemble des ressources culturelles qui diffèrent selon le milieu social, et dont l'importance et la légitimité vis-à-vis de l'école favorisent la réussite scolaire.

Capital humain : ensemble des aptitudes, talents, qualifications, expériences accumulés par un individu et qui déterminent en partie sa capacité à travailler ou à produire pour lui-même ou pour les autres.

Capital naturel : ensemble des ressources naturelles utiles à l'homme et exploitables techniquement et économiquement.

Capital physique : ensemble des moyens de production fabriqués par l'homme.

Capital social : au niveau individuel, ensemble des ressources (informations, conseils, amitiés...) qu'un individu peut mobiliser en vue d'un objectif (trouver un emploi, par exemple). Au niveau collectif : ensemble des ressources qu'une communauté peut procurer à ses membres (confiance, réciprocité...). Ces ressources peuvent faciliter l'action collective ou la performance économique.

Capital social et institutionnel : ensemble d'attitudes et de dispositions mentales qui favorisent la coopération dans la société.

Catégories socioprofessionnelles (CSP) : nomenclature créée par l'INSEE pour classer les individus en fonction de plusieurs critères (métier, activité économique, qualification, statut social). Élaborée en 1954, elle a évolué pour devenir en 1982 la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).

Chiffre noir de la délinquance : écart entre la criminalité réelle et la criminalité légale. Par définition, il est inconnu.

Contrôle social : ensemble des moyens mis en œuvre par une société pour s'assurer de la conformité de ses membres aux normes en vigueur.

Chômage : situation dans laquelle l'offre de travail qui émane de la population active (ensemble des personnes qui travaillent ou qui souhaitent travailler) est supérieure à la demande de travail (besoin en main-d'œuvre des producteurs).

Classes sociales : selon une conception réaliste et marxiste, les classes sociales sont des groupes sociaux qui existent objectivement et qui ont conscience d'appartenir à une classe. Selon une conception nominaliste et wébérienne, les classes sociales sont une collection d'individus qui se trouvent dans la même situation de classe (même situation économique et mêmes intérêts économiques).

Cohésion sociale : ensemble des processus et des mécanismes (en particulier la nature et l'intensité des relations sociales) permettant que la société fasse corps.

Cohésion sociale : situation dans laquelle les individus, malgré les inégalités, sont unis par des valeurs communes et une solidarité qui cimentent la société.

Commerce intrafirme : échanges internationaux de biens et services réalisés entre les filiales d'une FMN.

Compétitivité hors prix : capacité d'une entreprise (ou d'un pays) à rivaliser avec ses concurrents par la qualité, la nouveauté, etc., indépendamment du prix proposé.

Compétitivité-prix : capacité d'une entreprise (ou d'un pays) à rivaliser avec ses concurrents au moyen de prix le plus bas possible.

Compte de résultat : document qui regroupe l'ensemble des charges et des produits pour un exercice. Il permet de savoir si l'entreprise s'est enrichie au cours de l'exercice.

Conflit : blocage des mécanismes de décision au sein d'une entreprise.

Conflits sociaux : affrontement de groupes sociaux ayant des intérêts opposés.

Contrainte budgétaire : montant maximum que peut dépenser un individu. Elle définit l'ensemble des choix possibles des acteurs économiques, compte tenu des prix.

Contrat de travail : contrat passé entre un salarié et un employeur, définissant les droits et devoirs de chacun.

Contrôle social formel/informel : le contrôle social formel est mis en œuvre par des institutions spécialisées (police, justice, école, Église) alors que le contrôle social informel est exercé par une pression diffuse de l'entourage, des amis, de la famille.

Conventions collectives : accords et contrats portant sur les garanties sociales de l'emploi et sur les conditions de travail.

Coopération : fait d'impliquer les individus appartenant à l'entreprise de façon à ce qu'ils agissent conjointement et intègrent totalement ses objectifs.

Cotisations sociales : prélèvements obligatoires sur les revenus des agents économiques versés aux organismes de Sécurité sociale pour financer des revenus de transfert.

Coûts :

– **total ou coût de production :** somme des dépenses engagées pour produire,
– **moyen :** coût total divisé par les quantités produites,

– **marginal :** coût d'une unité supplémentaire.

Crise économique : retournement à la baisse de l'activité économique.

Croissance économique : tendance sur longue période à la hausse de la production dans un pays.

Croissance endogène : théorie selon laquelle le système économique peut générer par lui-même du progrès technique.

Déclassement : incapacité d'un individu à maintenir sa position sociale, soit par rapport à ses parents, soit par rapport à son niveau de qualification.

Défaillances du marché : situations dans lesquelles le marché ne parvient pas à une allocation optimale des ressources.

Déficit public : situation dans laquelle les dépenses publiques sont supérieures aux recettes de l'État.

Déflation : baisse du niveau général des prix et des salaires.

Délinquance : ensemble des pratiques déviantes pénalisées, c'est-à-dire sanctionnées par la loi.

Délocalisation : arrêt d'une activité au niveau national pour la reprendre à l'étranger.

Demande : quantité d'un bien ou d'un service qu'un consommateur (individu, entreprise ou État), ou l'ensemble des consommateurs, désire acheter sur un marché.

Demande anticipée : niveau de biens de consommation et de biens d'équipement auquel s'attendent les chefs d'entreprise, et qui constitue, dans la logique keynésienne, le déterminant essentiel de leur décision d'investir.

Demande globale: ensemble de la demande adressée aux producteurs d'un pays. Elle est composée de la demande intérieure (consommation et investissement) et extérieure (exportations).

Démocratie représentative/participative: dans une démocratie représentative, les élus s'expriment au nom du peuple qui n'a pour faculté que de les désigner ou de les révoquer périodiquement. Dans une démocratie participative, les décisions sont prises par les représentants élus, avec la participation des citoyens: prise en compte d'initiatives populaires et concertation avec les citoyens par exemple.

Dépenses publiques: ensemble des dépenses des administrations publiques (centrales, locales ou de Sécurité sociale). Il s'agit, pour l'essentiel, de la production de services non marchands et du versement de prestations sociales.

Dettes publiques: ensemble des emprunts des administrations publiques. Elle est alimentée par les déficits publics.

Prélèvements obligatoires: ensemble des impôts, taxes et cotisations sociales perçus par les administrations publiques (État, collectivités locales, administrations de Sécurité sociale).

Dépression: baisse durable de l'activité économique d'un pays.

Désaffiliation: processus de fragilisation du lien social, conduisant à la pauvreté, qui s'explique par un affaiblissement des solidarités de proximité (familles, principalement) et la précarité de l'emploi. On doit cette notion à Robert Castel.

Déséquilibre extérieur: situation dans laquelle la valeur des exportations est différente de celle des importations. Il peut prendre la forme d'un excédent (exportations supérieures aux importations) ou d'un déficit (exportations inférieures aux importations) commercial.

Désinflation: ralentissement de l'augmentation du niveau général des prix et des salaires.

Développement durable: mode de développement préservant l'environnement pour les générations futures.

Déviance: transgression des normes sociales et juridiques en vigueur dans une société, plus ou moins tolérée, et qui implique des sanctions.

Discrimination: différence de traitement en raison d'un critère prohibé par la loi, comme l'âge, le sexe, l'origine ethnique ou sociale, la préférence sexuelle, le handicap ou encore l'apparence physique.

Disqualification sociale: processus conduisant à l'exclusion, par lequel les individus mal intégrés sur le marché du travail intériorisent l'étiquette d'« exclus » (stigmatisation) que leur attribuent les différentes institutions, en particulier celles gérant les aides sociales. On doit cette notion à Serge Paugam.

Dotations factorielles: ensemble des facteurs de production (travail, capital, ressources naturelles) dont dispose un pays.

Droit de propriété: capacité donnée à son détenteur d'utiliser librement un bien ou un service et de le vendre.

Égalité: il existe plusieurs formes d'égalité: des droits, des chances, des situations.

Emploi: activité socialement organisée qui fournit un statut social.

Enquête de victimation: enquête, sur la base d'un échantillon représentatif, pour connaître la délinquance subie, indépendamment des déclarations officielles. Cette mesure est dépendante des questions posées et de l'époque. Il peut exister des surdéclarations.

Équilibre emplois-ressources: identité comptable entre les « ressources » d'une nation (le PIB et les importations) et la manière dont celles-ci sont utilisées, les « emplois » (consommations intermédiaires, consommation finale, FBCF, exportations, variations de stock).

État: forme d'organisation politique caractérisée par le monopole du pouvoir de contrainte sur un territoire et une population donnés.

État de droit: État caractérisé par sa soumission au droit. Un État de droit doit respecter les procédures juridiques et ne peut pas édicter de normes juridiques contraires aux principes fondamentaux du droit.

État unitaire/fédéral: un État est dit unitaire lorsque tous les citoyens sont soumis au même et unique pouvoir (en France, par exemple). Il s'oppose à l'État fédéral, composé d'États fédérés, où la souveraineté est partagée entre l'État fédéral et les États fédérés (en Allemagne, par exemple).

État-nation: association d'un État et d'une nation (communauté d'individus qui possède une certaine unité du fait d'une langue, d'une religion, d'une histoire ou d'une culture commune). Il existe des nations sans État et des États comportant plusieurs nations.

État-providence: expression désignant, au sens large, l'ensemble des interventions économiques et sociales de l'État. Dans un sens plus restreint, elle renvoie uniquement à l'intervention de l'État dans le domaine social.

Euro: monnaie adoptée par la majorité des États membres de l'Union européenne.

Externalisation: pour une entreprise, appel à une entreprise extérieure (étrangère ou non) pour certaines activités plutôt que de les réaliser elle-même.

Externalités: conséquence de l'activité de consommation ou de production d'un agent sur un autre et qui ne fait pas l'objet d'une transaction économique. On distingue les externalités négatives (la pollution, par exemple) et les externalités positives (comme l'innovation technique).

Facteur capital: ensemble des moyens de production dont a besoin un producteur pour son activité, en plus du facteur travail.

Facteur travail: ensemble du travail humain contribuant à la production de richesse.

Facteurs de production: ensemble des éléments dont la combinaison permet de réaliser la production. Travail et capital sont les deux facteurs de production.

Financement direct ou intermédié: financement par le marché financier.

Financement indirect ou désintermédié: financement par le crédit bancaire.

Firme multinationale (FMN): entreprise qui possède des unités de production à l'étranger. Le groupe est composé d'une société mère et d'au moins une filiale située à l'étranger et détenue à au moins 50 % par la société mère.

Fiscalité: ensemble des pratiques de perception des prélèvements obligatoires (impôts, taxes et cotisations sociales).

Flexibilité du marché du travail: ensemble des mesures visant à permettre un ajustement rapide des salaires et des heures de travail aux variations de l'activité économique.

Fluctuations économiques: mouvements de la croissance économique, alternant des phases d'expansion et de dépression économiques.

Fluidité sociale (ou mobilité relative): se mesure par les taux relatifs de mobilité permettant d'étudier le lien entre origine et position sociales, indépendamment des statuts socio-professionnels des pères et des fils. On parle de fluidité sociale si, par exemple, l'inégalité relative des chances entre fils de cadre et fils d'ouvrier d'accéder à une position de cadre diminue au cours du temps.

Fonctions de la monnaie: fonctions économiques, sociales et politiques remplies par la monnaie.

Formes de la monnaie: formes prises par la monnaie au cours du temps: marchandise, métallique, fiduciaire et scripturale.

Gain à l'échange: surplus réalisé suite à l'échange marchand de ce que l'on produit.

Groupe d'appartenance: groupe auquel l'individu appartient compte tenu de son statut (place occupée dans la hiérarchie sociale).

Groupe de référence: groupe dont les normes et les valeurs sont adoptées comme modèle par un individu.

Groupe primaire: groupe qui se caractérise par des relations interpersonnelles de face-à-face, fondées sur la coopération et la solidarité (famille, relations de voisinage, groupe d'amis...). Ce groupe est stable, fort et non spécialisé.

Groupe secondaire: groupe de grande taille, dont les objectifs, ainsi que les rôles des individus, sont précisément définis et dans lequel les relations interpersonnelles sont fonctionnelles (syndicats, partis politiques, associations, entreprises...).

Groupe social: ensemble d'individus en interaction (directe ou indirecte) et ayant conscience d'appartenir au même groupe.

Groupes de statut: selon Max Weber, « pluralité d'individus qui, au sein d'un groupement, revendiquent efficacement une considération particulière et/ou un monopole particulier à leur condition ». Ils regroupent donc des individus partageant le même prestige social et les mêmes modes de vie.

Hiérarchie : structure de pouvoir telle que chacun des éléments de l'organisation soit subordonné au suivant.

IDH (indicateur de développement humain) : indicateur synthétique de santé, de niveau de vie et d'éducation mesurant le développement d'un pays.

Inégalités économiques : différence de ressources économiques (revenu ou patrimoine) à l'intérieur d'une société.

Inégalités sociales : différence de ressources socialement valorisées à l'intérieur d'une société. Par exemple, un enfant d'ouvrier possède des relations sociales qui lui seront moins « utiles » que celles détenues par un enfant issu d'un milieu favorisé.

Inflation : dans une économie, situation dans laquelle le niveau général des prix augmente durablement.

Institutions marchandes : ensemble des organes et des règles, formelles et informelles, qui permettent et encadrent les échanges marchands.

Intégration : processus qui permet à un individu ou à un groupe d'individus d'adopter des normes et des valeurs spécifiques à un groupe plus vaste et donc d'en devenir membre.

Investissement : dépense d'une unité de production afin de maintenir ou d'améliorer les capacités de production sur le long terme.

Libre-échange : échange libre des biens et services au niveau international, donc sans barrières.

Lien social : résultat de la socialisation et de l'intégration sociale, qui repose à la fois sur des relations de sociabilité entre les individus et sur l'adhésion à des normes et valeurs communes.

Loi des rendements décroissants : loi selon laquelle une augmentation de la quantité d'un facteur de production n'accroît pas la quantité produite dans les mêmes proportions.

Marché de quotas d'émissions : bourse d'échange des quantités de pollution.

Marché du travail : lieu de rencontre entre l'offre et la demande de travail.

Marché monétaire : marché des capitaux sur lequel les banques s'échangent des liquidités.

Masse monétaire : quantité de monnaie (pièces, billets, dépôts) en circulation dans une économie.

Mobilité intergénérationnelle : passage d'un individu ou d'un groupe social d'une catégorie sociale à une autre entre deux générations.

Mobilité intragénérationnelle : passage d'un individu ou d'un groupe social d'une catégorie sociale à une autre durant la vie professionnelle.

Mobilité observée : concerne les taux absolus de mobilité. Elle remplace depuis la fin des années 1970 la distinction entre mobilités nette et structurelle.

Mobilité sociale : passage d'un individu, ou d'un groupe social, d'une catégorie sociale à une autre.

Monnaie : actif liquide qui sert d'étalon de valeur, d'intermédiaire des échanges et de réserve de valeur.

Monopole : situation de marché où un unique offreur est confronté à une demande abondante. Le vendeur unique ne subit pas la concurrence d'autres producteurs, il est libre de fixer ses prix.

Mouvements sociaux : ensemble d'actions, de conduites et d'orientations collectives qui visent le changement (partiel ou total) de la société et qui sont portées par un ou des groupes sociaux particuliers.

Normes : règles ou modèles de conduite propres à un groupe ou à une société donnés, appris et partagés, légitimés par des valeurs, et dont la transgression entraîne des sanctions.

Offre : quantité d'un bien ou un service qu'une entreprise (ou un individu) ou l'ensemble des entreprises, désire vendre sur un marché.

Oligopole : situation de marché comportant un petit nombre de firmes d'importance comparable. Chacune dispose donc d'un pouvoir sur le marché, mais elle sait que ses concurrentes en ont aussi. Elle peut donc influencer ses concurrents ou subir leur influence.

Paradoxe d'Anderson : les enfants qui ont des diplômes plus élevés que ceux de leurs parents n'ont pas forcément une position sociale plus élevée dans la société, car l'augmentation du nombre de diplômés par rapport au nombre de postes qualifiés disponibles dévalorise ces mêmes diplômes.

Partenaires sociaux : syndicats de salariés et d'employeurs dans leur rôle de négociation.

Pauvreté : ensemble des ménages qui, pour l'Insee, ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté, correspondant à 60 % du revenu médian.

PIB (produit intérieur brut) : valeur des richesses produites au cours d'une année sur le territoire d'un pays.

Politique budgétaire : action des pouvoirs publics sur l'activité économique, qui passe par une modification des prélèvements obligatoires et/ou des dépenses publiques (consommation et investissement des administrations, et revenus de transfert).

Politique conjoncturelle : politique de court terme visant à lutter contre certains déséquilibres économiques.

Politique monétaire : action des autorités monétaires (en général une banque centrale) pour agir sur les taux d'intérêt et/ou la quantité de monnaie en circulation dans une économie.

Politiques de l'emploi : ensemble des interventions publiques sur le marché du travail, qui ont pour but de corriger les éventuels déséquilibres et/ou de limiter les effets néfastes de ces derniers.

Politiques publiques : ensemble des actions engagées par une autorité publique afin de remédier à une situation perçue comme posant un problème.

Pouvoir de marché : capacité d'une entreprise à imposer un prix de vente élevé en raison de son poids sur le marché.

Précarité : ensemble des formes d'emploi instable entraînant des difficultés de conditions de vie.

Preneur de prix : situation d'une entreprise en concurrence qui ne peut pas influencer le prix selon la quantité qu'elle produit.

Prestations sociales : revenus versés par la Sécurité sociale en cas de réalisation d'un risque social pris en charge (maladie, retraite, chômage...). Elles sont financées par les cotisations sociales.

Prêteur en dernier ressort : rôle joué par la banque centrale, consistant à créer de la monnaie centrale pour alimenter le marché en liquidité.

Prix d'équilibre : prix pour lequel l'offre et la demande sont égales.

Prix relatif : rapport entre le prix (nominal) d'un bien et celui d'un ou de plusieurs autres biens. Le prix relatif peut donc diminuer même si le prix nominal augmente (il suffit que le prix nominal des autres biens ait augmenté plus fortement).

Production marchande : production destinée à être échangée sur un marché à un prix couvrant les coûts de production.

Production non marchande : production qui est fournie gratuitement ou à un prix nettement inférieur à son coût de production.

Productivité : rapport entre la production et les moyens nécessaires pour l'obtenir. De nombreuses mesures sont possibles selon qu'on s'intéresse à la productivité du seul travail, du capital ou de la combinaison productive.

Productivité globale des facteurs : résultat du rapport entre la production et le volume des facteurs de production utilisés.

Profit : revenu de l'entreprise provenant de l'excédent de ses recettes sur l'ensemble de ses coûts. Il peut être compris comme la rémunération du capital. C'est pourquoi la Comptabilité nationale l'assimile à l'excédent brut d'exploitation.

Recettes :

- **totale :** somme que rapporte la production,
- **moyenne :** recette totale divisée par la quantité produite,
- **marginale :** supplément de coût induit par la production d'une unité supplémentaire.

Revenus de transfert (ou revenus sociaux) : revenus versés par la Sécurité sociale ou l'État pour aider les ménages à faire face à des risques (chômage, maladie...) ou à des charges de famille. Ces revenus sont perçus par les ménages sans contribution directe à la production.

Progrès technique : ensemble des éléments qui permettent d'améliorer la productivité globale des facteurs.

Protection sociale : ensemble des institutions qui permettent aux individus, grâce à la solidarité nationale, de faire face à la réalisation de « risques sociaux » (maladie, maternité, vieillesse et chômage).

Protectionnisme : ensemble des barrières, tarifaires ou non, qui protègent la production nationale de la concurrence étrangère.

Qualification : aptitudes requises pour occuper un emploi. On distingue la qualification de l'individu, qui dépend du niveau de formation et de l'expérience, la qualification de l'emploi,

Lexique

définie par l'employeur en fonction du poste à pourvoir, et la qualification officielle, définie par les conventions collectives.

Quantité d'équilibre: quantité pour laquelle l'offre et la demande sont égales.

Rationnement: situation résultant d'un déséquilibre entre l'offre et la demande sur un marché.

Redistribution: ensemble des mesures prises par les administrations publiques pour modifier la répartition des revenus par l'intermédiaire des prélèvements obligatoires et des prestations sociales.

Réglementation: norme imposée par les pouvoirs publics. Elle fixe les limites de pollution que les agents économiques peuvent émettre.

Régulation des conflits: ensemble des règles, résultat d'une construction sociale issue notamment des confrontations sociales précédentes, qui assurent une certaine pérennité du fonctionnement social que les conflits sociaux pourraient remettre en cause.

Répartition: distribution des revenus et des richesses au sein d'une société entre les individus ou les groupes sociaux. La redistribution par l'État modifie cette répartition.

Réseau social: ensemble des relations amicales, professionnelles, politiques tissées entre des acteurs individuels ou collectifs.

Risque de crédit: risque qu'une contrepartie ne s'acquitte pas intégralement d'une obligation à la date d'échéance ou ultérieurement.

Rôles: modèles de comportement conformes aux attentes que peuvent avoir les membres de la société.

Salaire: revenu du travail d'une personne liée par un contrat de travail à un employeur. Salaire net = salaire brut – cotisations sociales du salarié. Coût salarial pour l'employeur = salaire brut + cotisations sociales patronales.

Salaire d'efficiencia: salaire fixé au-dessus du salaire d'équilibre afin de favoriser la productivité des travailleurs.

Salaire minimum: salaire plancher en dessous duquel il n'est pas possible de rémunérer un employé.

Salariat: ensemble des personnes ayant le statut de salariés.

Segmentation du marché du travail: séparation du marché du travail en différentes parties en fonction des caractéristiques particulières des emplois.

Services collectifs: productions non marchandes du secteur public financées par les prélèvements obligatoires (l'éducation ou la santé par exemple).

Sociabilité: notion qui renvoie, en sociologie, à l'ensemble des relations sociales effectives, vécues, qui relie l'individu à d'autres individus par des liens interpersonnels et/ou de groupe.

Socialisation: ensemble des processus par lesquels un individu est construit – on dira aussi « formé », « modelé », « façonné », « fabriqué », « conditionné » – par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours duquel l'individu acquiert – « apprend », « intériorise », « incorpore », « intègre » – des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement (Muriel Darmon, *La socialisation*, 2007).

Socialisation anticipatrice: pour Robert K. Merton, forme de socialisation où l'individu intériorise les normes et les valeurs d'un groupe de référence auquel il souhaite appartenir.

Socialisation différentielle: socialisation différente selon le genre (féminin ou masculin) ou le milieu social.

Socialisation primaire/secondaire: la socialisation primaire désigne le processus de socialisation qui se déroule pendant l'enfance, tandis que la socialisation secondaire correspond à la poursuite de ce processus à l'âge adulte.

Valeurs: principes qui déterminent l'orientation de l'action individuelle ou sociale. Ils forment des systèmes qui guident les manières de penser, d'être et d'agir.

Solidarité: lien volontaire ou involontaire, qui peut être privé ou collectif, entre des individus afin de s'entraider.

Solidarité mécanique: forme de lien social et principe d'organisation de la société fondés sur la similitude des membres du groupe.

Solidarité organique: forme de lien social et principe d'organisation de la société fondés sur la complémentarité et la différenciation des membres du groupe.

Soutenabilité: traduction de l'anglais *sustainable*, ce terme peut signifier: « durable » et « soutenable ». Si le terme « soutenable » renvoie à l'idée d'aide, de renfort et de durée, celui de « durable » se limite à une dimension temporelle de conservation des ressources naturelles et évacue partiellement l'aide immédiate aux pays émergents. La soutenabilité renvoie donc à une version plus large du développement durable.

Souveraineté: caractéristique d'un pouvoir dont les décisions ne sont soumises à aucune autorité supérieure ou extérieure.

Spécialisation: pour un pays, fait de produire essentiellement un même bien (et de l'exporter).

Stabilisation: ensemble des politiques publiques visant à limiter les fluctuations de l'activité économique.

Stigmatisation: processus au terme duquel une personne se voit déconsidérée, et ainsi privée d'opportunités – d'emploi, de lieu d'habitation, de fréquentation de certains lieux – auxquelles elle aurait eu accès en l'absence du discrédit porté sur elle.

Structure sociale: désigne les différentes formes possibles de la stratification sociale, c'est-à-dire la différenciation d'une population en classes ou strates hiérarchiques, fondée sur une distribution inégale des ressources et des positions dans la société.

Surplus: gains issus de l'échange entre offreurs et demandeurs. Le surplus des consommateurs est l'écart entre le prix que certains sont prêts à payer et le prix d'équilibre. Le surplus des producteurs est l'écart entre le prix du marché et les prix auxquels certains sont prêts à vendre.

Syndicat: association dont le rôle est la défense des intérêts professionnels, individuels ou collectifs, d'individus ou de salariés.

Taux d'emploi: rapport entre le nombre d'actifs occupés et la population active.

Taux d'intérêt: rapport entre l'intérêt, c'est-à-dire la rémunération annuelle reçue ou versée, et la somme prêtée ou empruntée.

Taux de chômage: rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

Taux de salaire réel: salaire horaire déflaté, c'est-à-dire dont l'effet de l'inflation a été supprimé.

Taxation: prélèvement obligatoire effectué par les administrations publiques sur les activités polluantes.

Union économique et monétaire (UEM): accord entre plusieurs États qui adoptent une monnaie unique et des politiques communes et concertées. C'est le dernier stade de l'intégration économique, selon Bela Balassa. L'UEM désigne aussi la zone euro, le terme ayant été adopté pour désigner l'accord des États membres.

Utilité: niveau de satisfaction atteint par un individu grâce à sa consommation totale.

Valeur ajoutée: mesure de la richesse réelle créée par une organisation productive. Elle se mesure en soustrayant à la valeur de la production la valeur des consommations intermédiaires.

Crédits couverture

Illustrations © Adobe Stock; jeune fille © Antonio Guilem / Adobe Stock; groupe de jeunes © Monkey Business / Adobe

Direction éditoriale: Mariona Martin-Suhamy

Édition: Françoise Lepage

Direction artistique: Pierre Taillemite

Infographie: Orou Mama